

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation
11 mai 2017

Date d'affichage
02 JUIN 2017

Date de séance
19 mai 2017

L'an deux mille dix-sept et le dix-neuf mai, à huit heures

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur le maire, Ronald TUMAHAI.

Etaient présents :

Nombre de conseillers	
En exercice	35
Présents	24
Procurations	6
Votants	30
Pour	30
Contre	0
Abstention	0

OBJET :

Attribuant une subvention à la FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES JEUNES DE PUNAAUIA, pour l'année 2017

**ACTE RENDU
EXECUTOIRE**

Le Maire certifie sous sa responsabilité que le présent acte

A été déposé
à la Subdivision
Administrative
le.....**31 MAI 2017**.....

et a été publié, affiché ou
notifié
le.....**01 JUIN 2017**.....

Le Maire,

R. TUMAHAI

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration
TUMAHAI Ronald	X		
LISSANT Simplicio	X		
POMMIER Aitu		X	Ismaël HAPAITAHAA
DUBOIS Tatiana	X		
TATARATA Marc	X		
MANEA LYAU Tania	X		
CHING Yves	X		
PUCHON Cathy		X	Tania MANEA-LYAU
HAPAITAHAA Ismaël	X		
TEISSIER Hinano	X		
TEURU Marie-Rose	X		
JURD Marguerite	X		
VERNAUDON Christian		X	André TEAHU
TEATIU Imelda	X		
VAN BASTOLAER Gustave		X	
MAITI Mareta	X		
TEAHU André	X		
MARA Astride		X	Edmée TAHUTINI
RUA Antoine		X	
TAHUTINI Edmée	X		
PERE Paul	X		
ATAE Layana	X		
BAMBRIDGE RICHERD Bellinda		X	Tatiana DUBOIS
DOOM Georges	X		
FAATAU Irwin	X		
SANQUER Juliana		X	
CHING Jean-Pierre	X		
TUAIVA Jean-Paul		X	Monette HARUA
ARO Dylma	X		
LEBOUCHER Michel	X		
HARUA Monette	X		
HOWELL Patrick	X		
TERIITERAAHAUMEA Patricia	X		
TETUANUI Willy		X	
HOPU Aimata		X	

Formant la majorité des membres en exercice.

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 57/2016 du 18 mai 2016 fixant les modalités d'attribution des subventions aux associations de PUNAAUIA
- **VU** la demande formulée par la Fédération des associations des jeunes de PUNAAUIA en date du 06 mars 2017 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Animation et vie locale réunie en date du 03 mai 2017 ;
- **VU** le projet de convention de financement annexé à la présente ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 19 mai 2017 ;

ADOpte

Article 1 – Est accordée, pour l'année 2017, à la FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES JEUNES DE PUNAAUIA une subvention d'un montant de 7 000 000 F CFP (SEPT MILLIONS FRANCS).

Article 2 – Le montant de la subvention doit servir à couvrir les dépenses liées à la réalisation des projets sportifs et de jeunesse de l'association pour l'année 2017 définis ci-dessous :

- Organisation des championnats inter-quartiers de futsal et volleyball ;
- Organisation de la coupe ANANI ;
- Participation au défilé de la fête de l'orange ;
- Organisation du Raid Anani ;
- Organisation du mémorial Jean-Paul TIIHIVA ;
- Organisation de la coupe MANOTAHI ;
- Organisation des Jeux de MANOTAHI junior ;
- Participation au tournoi sportif « TOA MOA » ;
- Participation au tournoi sportif PVDLP (PORT VILLA/DUMBEA/LIFOU/PUNAAUIA).

Article 3 – Le Maire est autorisé à signer le projet de convention de financement annexé à la présente délibération et à signer d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.

Article 4 – La dépense est imputable au budget principal à l'article 6574 de la section de fonctionnement, exercice 2017.

Article 5 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 6 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération ;

*Fait et délibéré le 19 mai 2017,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le Maire,



Ronald TUMAHAI